

## Philippe Meirieu : La victoire à la Pyrrhus des « anti-pédagos » ...

*La critique de la pédagogie, de son laxisme délétère et de ses dispositifs technocratiques, de son humanisme niais et de son jargon scientifique, de son agitation marginale et de sa toute-puissance institutionnelle, est particulièrement à la mode par les temps qui courent. À vrai dire, tout cela n'est pas très nouveau. Déjà, dans les années 1890, Brunetière, intellectuel organique et médiatique, antidreyfusard acharné au nom de « l'honneur de la France », fustigeait Marion, à qui Jules Ferry avait confié le premier cours de « science de l'éducation » pour les enseignants : « Ayons des professeurs qui ne songent qu'à professer. Moquons-nous de la pédagogie. Et débarrassons-nous de ceux qui, au nom de la pédagogie, empêchent nos professeurs de professer ! ». Mais on peut remonter encore plus loin. Les intellectuels français n'ont jamais aimé les pédagogues : ils vénèrent Voltaire et son alacrité, méprisent Rousseau, compliqué et besogneux. Ils admirent le savoir mais se gaussent de ces inventions ridicules que quelques illuminés imaginent pour en favoriser l'accès aux « inéducables ». Itard et ses puzzles, qui bricole dans son coin avec son « idiot congénital », ne fait pas le poids face à l'intelligentsia littéraire et philosophique de l'époque. Il a beau être le créateur d'un matériel pédagogique promu par Maria Montessori et encore largement utilisé de nos jours, celui-là même qui a ouvert la voie à l'éducation des enfants handicapés, il n'en reste pas moins une sorte d'image pieuse vieillie qui inspire au mieux la sympathie, au pire la compassion, pour son « dévouement ».*

Tout et son contraire...



Aujourd'hui, les choses se font plus dures. Chez les « intellectuels » comme dans les médias, à droite comme à gauche, on dénonce les « assassins »... de l'école, des savoirs, de la culture, et même de la France ! Le procédé n'est pas spécifique au champ éducatif : il participe du populisme ambiant qui, sur des questions comme l'immigration ou le chômage, préfère désigner des coupables à la vindicte publique plutôt que d'analyser les responsabilités dans leur complexité. La théorie du complot fait aujourd'hui florès et beaucoup de ceux qui la dénoncent chez les autres n'hésitent pas à l'utiliser pour s'exonérer d'une analyse sérieuse comme de la recherche inventive de solutions.

Que reproche-t-on aux pédagogues ? D'être entêtés. Oui, ils le sont : ils ne se résignent jamais à l'échec et à l'exclusion. D'évoluer. Oui, bien sûr : comme tous les chercheurs, ils avancent progressivement et ne prétendent jamais – heureusement – détenir des solutions définitives... On les considère aussi, tout à la fois, comme dogmatiques et inconstants. Simplement parce qu'ils sont fermes sur leurs finalités et inventifs sur les modalités. Ils le doivent à leur éthique personnelle. Ils le doivent, surtout, aux enfants et adolescents pour lesquels et avec lesquels ils travaillent... On voit en eux, tour à tour, des zélotes ringards de vieilles doctrines obsolètes et des techniciens fascinés par les gadgets de la modernité. C'est qu'ils ne négligent en rien le patrimoine éducatif et ses immenses richesses. Mais qu'ils n'excommunient pas, pour autant, comme jadis le pape Pie IX, dans le Syllabus, et aujourd'hui quelques « philosophes » hors sol drapés dans leur suffisance, « la civilisation moderne »... On leur prête un pouvoir tout aussi occulte qu'immense, mais on ne les laisse guère s'exprimer et ce sont leurs pourfendeurs pamphlétaires qui font la « une » des médias et sont donc, logiquement, en tête de gondoles.

Les pédagogues pourraient répondre à tout cela par quelque pamphlet bien tourné. Ils en ont parfois la tentation et, après tout, au regard des textes de ceux qui les attaquent, la chose n'est pas si difficile. Rassembler quelques citations tronquées et quelques confidences, rouvrir de vieux dossiers et exhiber quelques anciens courriers, ressortir quelques maladroites de formulation pour dresser les bûchers de l'inquisition est à la portée de quiconque sait manier la plume. Mais ils ne le feront pas. Les pédagogues ne sont pas pamphlétaires et ne veulent pas l'être. Ils y mettent un point d'honneur. Non qu'ils aiment, par penchant masochiste, recevoir des coups sans y répondre, mais parce qu'ils refusent d'utiliser des méthodes en contradiction avec

ce qu'ils veulent promouvoir dans l'éducation pour laquelle ils travaillent : des débats sereins portés par l'exigence de précision, de justesse, de rigueur et de vérité.

À droite et à gauche : tous perdants !

La droite, dans la surenchère électorale à laquelle elle se livre, n'en finit pas de regarder dans le rétroviseur : entre le retour à la discipline et la restauration du « roman national identitaire », le combat contre le collège unique – qui, d'ailleurs, reste à faire – et l'exaltation des « rituels républicains », elle s'installe délibérément dans la pensée magique : il suffirait de décréter l'apprentissage et le respect des règles, d'afficher que « les professeurs doivent enseigner » – comme s'ils voulaient faire autre chose – pour que tous les problèmes soient résolus. Mais la pensée magique ne fonctionne pas et nous ne sommes pas à « l'école des sorcières ». On a beau s'époumoner en haut lieu sur la nécessité de l'ordre, cela ne résout pas, dans les classes, le problème de la mise au travail en silence. On peut exalter les valeurs de la République, cela ne dit pas comment les faire vivre au quotidien. On peut « sauter sur son siège comme un cabri » en disant « les savoirs, les savoirs ! », cela ne permet pas de les transmettre miraculeusement à ceux et celles qui « ne veulent rien entendre ». C'est pourquoi la pratique de l'injonction politique sans accompagnement pédagogique est condamnée au développement de la contention et de l'exclusion. Contention car, quand rien ne relie plus les élèves au projet de leur institution, seule la contention permet d'éviter l'explosion. Et exclusion, car les systèmes de contention ont toujours besoin d'exclure les « réfractaires » pour affirmer leur pouvoir et se pérenniser. Contention et exclusion qui gangrèneront la société française et l'entraîneront vers des soubresauts tout aussi contradictoires avec « l'identité heureuse » qu'avec « l'unité nationale ».

Évidemment, la droite a une carte dans sa manche et ne manque pas une occasion d'en jouer : la promotion du « mérite » contre toutes les formes d'assistanat. La Région Auvergne-Rhône-Alpes est, à cet égard, un laboratoire intéressant : son nouveau président, Laurent Wauquiez, a supprimé d'un trait de plume les crédits affectés aux institutions et associations travaillant avec les élèves « décrochés » tout en attribuant une « bourse », sans critères sociaux, aux élèves ayant obtenu la mention « très bien » au baccalauréat. Entendez : les impôts du contribuable n'ont pas à aller à des jeunes qui n'ont pas fait l'effort de travailler en classe... ils doivent, au contraire, récompenser les « élèves méritants ». Le propos est efficace électoralement et flatte la classe moyenne. Mais il est terriblement méprisant à l'égard des jeunes cabossés par la vie et qui n'ont pas trouvé leur panoplie de bon élève au pied de leur berceau. Il est, surtout, politiquement irresponsable : en abandonnant les « décrochés » à leur sort, on laisse s'installer la désespérance et on entretient le terreau sur lequel va se développer le radicalisme que l'on prétend combattre. On veut la « sécurité » des Français, on débloque des fonds pour installer des tourniquets dans les lycées, mais on abandonne nos jeunes aux recruteurs les plus dangereux.

Non, décidément, en sonnait l'hallali contre les pédagogues, la droite ne rend pas service à la France ! Mais une certaine gauche, tout aussi « anti-pédago », fait-elle mieux ? Elle dénonce une « réforme de l'apprentissage de la lecture » qui n'a jamais existé et méprise les praticiens et chercheurs qui, loin de tout éclat médiatique, avancent vers un apprentissage plus démocratique et maîtrisé. Quel mépris pour la « piétaille » ! Elle voue aux gémonies les « innovateurs irresponsables » qui, en « mettant l'élève au centre du système », auraient entraîné l'institution scolaire vers « l'enseignement de l'ignorance » et sapé les « valeurs républicaines ». Que ne voit-elle pas monter la lame de fond d'une éducation familialiste et naturaliste qui, avec beaucoup moins de scrupules et beaucoup plus de publicité que les pédagogues, est en train d'imposer sournoisement l'idée que l'école n'a pas besoin d'être un « service public » et qu'elle peut – doit même, disent certains ! – se dissoudre pour laisser la place à une multitude de « services au public » ?

Il faut regarder d'un peu près ce qui se passe là et dépasse, de très loin, le phénomène de « l'éducation en famille » et du développement des « écoles privées hors contrat » (dont le nombre d'élèves a quand même plus que doublé en quatre ans) : car, là, ce n'est plus « l'élève » – celui que l'on élève et qui doit s'approprier les savoirs – qui est au centre du système mais bien le mythe de l'enfant-roi, objet de satisfaction de ses parents ébahis. Ainsi, en boutant la pédagogie hors de l'école publique, la gauche anti-pédago prend-elle le risque considérable de la voir revenir, réduite à quelques lieux communs naturalistes sur la bienveillance, dans une myriade d'initiatives privées. Il ne faut pas minimiser ce danger, quels que soient les résultats électoraux. Les élites se mettront à l'abri là où la pédagogie la plus naïve fonctionne toujours et cautionne les inégalités, laissant l'école publique désarmée, se clivant, de plus en plus, entre établissements pour privilégiés – de statut public, mais en réalité, privatisés – et établissements-garderies pour le tout-venant.

Non, décidément, ni la droite ni la gauche ne voient les dégâts qu'elles peuvent provoquer en

s'attaquant à la pédagogie ! Alors, bien sûr, notre école et notre société seront atteintes, mais la pédagogie, elle, ne mourra pas. Elle se réfugiera, comme elle l'a fait plusieurs fois déjà dans l'histoire, dans des espaces moins visibles qui n'intéressent les élites que quand leur propre progéniture est directement concernée : avec les enfants handicapés ou totalement marginalisés, dans les institutions à l'abandon, comme les classes uniques, chez des militants syndicaux ou pédagogiques, ou encore parmi les acteurs de l'Éducation populaire. Elle se réfugiera, surtout, dans la réalité des classes où s'élaborent au quotidien, avec des enseignants passionnés, les modalités d'une transmission exigeante et qui ne se résigne jamais à rejeter quiconque hors du cercle de l'humain. Elle survivra et continuera même à enrichir un patrimoine qui, de Comenius à Itard, de Pestalozzi à Ferrer, de Makarenko à Freinet, constitue un pan essentiel de la culture humaine et nourrit l'espérance de millions d'humains, dans notre hexagone, pourtant perclus de rhumatismes idéologiques aigus, comme aux quatre coins du monde, partout où l'enthousiasme pour une éducation authentiquement émancipatrice est vivace. Elle survivra à des soubresauts nauséabonds mais pas très nouveaux. Et la victoire des « anti-pédagos » sera, au bout du compte, une victoire à la Pyrrhus. C'est-à-dire leur défaite ! Haut les cœurs !

Philippe Meirieu